

27 octobre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et de M. Ciriaco de Mita, Président du Conseil italien, sur les relations franco-italiennes, les problèmes liés à la construction européenne et les relations avec l'URSS, Arles le 27 octobre 1988.

Mesdames,

- Messieurs,

- La rencontre au Sommet entre l'Italie et la France va se terminer dans un moment par la visite traditionnelle que nous ferons au maire et au Conseil municipal de cette ville.

- Les travaux se sont déroulés d'une façon extrêmement positive, selon un processus que vous connaissez. C'est-à-dire que nous avons commencé par un entretien, ce matin, approfondi entre monsieur le Président du Conseil italien et moi-même. Messieurs les ministres des affaires étrangères sont venus nous rejoindre et l'entretien s'est poursuivi jusqu'à 13h30.

- Nous avons ensuite - après avoir pris un repas et regardé quelques belles oeuvres - repris une séance plénière. Les ministres, qui de part et d'autre étaient au nombre de six, ont traité les dossiers de leur compétence en rendant compte de leurs entretiens. Cela a donné lieu à un certain nombre de décisions, de propositions et de pétitions de principe sur quelques problèmes qui feront l'objet des travaux ultérieurs. Parmi les dispositions prises, une de pure procédure mais qui n'est pas négligeable : nous avons décidé de réunir un séminaire interministériel entre les Sommets, entre l'Italie et la France, afin d'assurer le suivi des travaux qui sont conduits durant les Sommets.\

Sur le plan international, du Proche-Orient, du Liban, des relations entre l'Est et l'Ouest et, bien entendu, de la Communauté européenne et de l'Europe elle-même.

- Sur le plan européen, nous avons préparé le Conseil européen de Rhodes, fait l'analyse des difficultés principales que nous rencontrerons. Je citerai particulièrement le problème qui touche à l'harmonisation fiscale et au mouvement des capitaux. Nous avons débattu de systèmes de haute définition des télévisions pour ce qu'on appelle habituellement l'Eurêka audiovisuel qui, comme vous le savez, comprend la Communauté, mais aussi un certain nombre de pays extérieurs à cette Communauté.

- Nous avons à examiner certains problèmes qui avaient été déjà fortement élaborés par des ministres de la défense des deux pays qui n'étaient pas là aujourd'hui, mais qui nous avaient remis un dossier sur un certain nombre de coopérations, spécialement aéronavale en Méditerranée, ou sur la surveillance de l'espace aérien, ou sur certains échanges de jeunes appelés au service militaire.

- Sur le plan bilatéral, nous avons examiné le problème des liaisons routières et ferroviaires. Et je le rappelle à l'instant, ce séminaire franco-italien mettra en oeuvre les décisions arrêtées en Sommet.

- Les ministres compétents en matière d'économie et de finances ont naturellement insisté sur les problèmes d'harmonisation des taux de la TVA et le sentiment qu'il conviendrait d'étudier de près le système de péréquation prévu par la Commission. On a rappelé, naturellement, les

fondements de l'union monétaire européenne, la monnaie commune, l'objectif banque centrale européenne, le rôle de l'Ecu - monnaie de réserve -. Et nous avons élargi ces discussions à l'ensemble des problèmes d'endettement dans le monde et spécialement l'endettement des pays intermédiaires, c'est-à-dire des pays en développement autres que les pays les plus pauvres dont nous avons examiné le cas à Toronto et à Berlin. J'ai déjà évoqué publiquement ce problème lorsque je me trouvais devant les Nations unies.

- Si je voulais simplifier les problèmes d'ordre européens, je dirais que nous avons mis l'accent sur la monnaie, sur l'audiovisuel, sur l'Europe sociale que nous voulons voir aujourd'hui, aussi bien l'Italie que la France, mettre en oeuvre, sur l'environnement. Nous ne désirons procéder à un examen ultérieur sur les institutions elles-mêmes.

- Les ministres de l'industrie et de la recherche ont insisté sur les problèmes des télécommunications, de l'automobile, du textile et peut-être encore plus de l'énergie, avec le souhait d'aboutir à un texte communautaire sur le contrôle des concentrations, pôles de positions dominantes. Indépendamment d'autres aspects, les ministres de la recherche ont proposé - et cela a été adopté - un instrument nouveau de coopération bilatérale. Il s'agit de l'Association franco-italienne pour la recherche industrielle et technologique. Le premier secrétaire général de cette association sera de nationalité italienne. Des manifestations seront prévues pour le lancement officiel de l'association et une rencontre à Paris début 89.

- J'ajouterai que nous avons été heureux de nous rencontrer dans cette belle ville, et que recevoir le Président du Conseil des ministres italien et les ministres qui l'accompagnent a été pour nous un réel plaisir et nous leur avons souhaité la bienvenue de grand coeur. Ils savent qu'ils peuvent revenir.

- Le Président de Mita et moi-même, nous sommes à votre disposition, mesdames et messieurs, si vous avez des questions à nous poser.

QUESTION.- TGV Espagne-Italie.

- LE PRESIDENT.- Oui, il en a été question.

- QUESTION.- Il passera par Marseille ?

- LE PRESIDENT.- La décision n'a pas été prise de l'itinéraire exact. Mais le problème a été posé surtout, essentiellement, de la liaison entre l'Italie et la France, avant de passer en Espagne, ce qui paraît logique. Je veux dire que si l'on veut aller d'Italie en Espagne autrement que par la mer puisqu'on parle de chemin de fer on peut raisonnablement penser que cela passera par la France. Pour le reste, c'est à l'étude.

- QUESTION.- Langage commun européen avec Monsieur de Mita.. La libération des prisonniers politiques annoncée par le Chancelier Kohl.

- LE PRESIDENT.- Sur le premier point, le langage commun est facile à tenir. L'Italie et la France sont membres de la même Communauté européenne. Leurs liens bilatéraux sont intenses. Ils procèdent du même type de civilisation et ils disposent l'un et l'autre de régime démocratique. Leurs vues internationales sont similaires quelques soient leurs intérêts nationaux particuliers. Donc, nous avons, en effet, parlé des relations avec l'Union soviétique, Monsieur de Mita y était récemment, j'y serai bientôt, un langage commun sur les thèmes que je viens d'indiquer sera facile.

- Le deuxième point, c'est-à-dire la libération des prisonniers politiques annoncée par le Chancelier Kohl. Est-ce que vous attendez que nous exprimions nos regrets ? Non. Alors il est évident que cela va dans le sens de l'idée que nous nous faisons des droits de l'homme et de la liberté des citoyens.

- QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que cela renforce la proposition de la France, l'accord de la France d'organiser une conférence sur les droits de l'homme ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas une proposition de la France.

- QUESTION.- Vous y êtes néanmoins favorable ?

- LE PRESIDENT.- Si les conditions sont remplies, nous irons.

- QUESTION.- Vous avez fait évoquer, dans vos rapports avec Monsieur Gorbatchev, les différentes propositions qui tendent à une coopération avec l'Union soviétique (inaudible).

LE PRESIDENT. Nous avons bien dit entre nous-mêmes que nous sommes d'accord sur les thèmes que je viens d'indiquer.

- LE PRESIDENT.- NOUS AVONS BIEN DIT ENTRE NOUS QU'IL CONVENAIT D'HARMONISER D'AVANTAGE SI CELA ÉTAIT NÉCESSAIRE L'ENSEMBLE DES DÉMARCHES, NOTAMMENT FINANCIÈRES OU DE CRÉDITS, QUI SERONT FAITES À L'ÉGARD DE L'UNION SOVIÉTIQUE, MAIS IL N'Y A AUCUNE CONTRE INDICATION ET PLUS CES MARCHÉS S'OUVRIRONT ENTRE LES DEUX PARTIES DE L'EUROPE, MIEUX CELA VAUDRA.

- C'est une tentation, certainement constante et historique, mais les pays occidentaux, comme l'Italie et la France sont des pays majeurs qui ont une vieille expérience de l'histoire. Et je ne pense pas que Monsieur Gorbatchev ait essentiellement cet objectif en tête.\

QUESTION.- (Inaudible).

- LE PRESIDENT.- Oui, c'était l'objet des conversations qui ont eu lieu, disons hors sommet, entre les ministres responsables, et il y a eu en effet, signature hier d'un accord sur la fabrication en commun de missiles sol-air, ainsi que sur le satellite Helios, participation italienne à 14 %, avec le souhait que d'autres pays nous rejoignent.

- QUESTION.- Monsieur le Président, comment construire la maison européenne...

- LE PRESIDENT.- C'est une question à caractère très vaste cela. Nous, nous construisons la maison européenne, en tout cas son premier étage et ses fondations d'abord, c'est ce qu'on appelle la Communauté. Mais il existe beaucoup d'autres pays de l'Europe qui répondent aux mêmes critères démocratiques que nous. Tel et tel pays scandinave, etc.. La porte n'est pas fermée et toute une série d'accords particuliers sont déjà en cours ou peuvent être passés. Et il reste en effet, ce que l'on appelle grossièrement l'Europe de l'Est, (qui n'est d'ailleurs pas uniquement de l'Est) et particulièrement l'Union soviétique. Dans l'esprit de tout Européen convaincu à partir du moment où la Communauté européenne prendra de plus en plus forme, sous la condition de l'unité politique. Jamais les fondateurs de l'Europe n'oublieront que l'Europe véritable est celle de la géographie et de l'histoire. Puisqu'on a parlé tout à l'heure de logique, il ne serait pas logique de construire le deuxième étage avant le premier et le rez-de-chaussée. Nous en sommes là.

- QUESTION.- ... l'idée de Conseil de l'Europe ... plan Marshall.

- LE PRESIDENT.- Il me semble me souvenir que la première personnalité qui a exprimé ce voeu, c'était Monsieur Debenetti, qui est en effet italien. C'est une idée qui peut visiter beaucoup d'autres cerveaux, même si celui-là est particulièrement rapide. Pourquoi appeler cela le plan Marshall ? Il ne faut pas voir cela à sens unique, nous avons nous aussi à tirer avantage d'un certain nombre de réalités qui se trouvent dans l'Europe de l'Est, économiques, culturelles.\

QUESTION.- Je voulais vous demander si la France et l'Italie peuvent créer un organisme de défense sur le modèle du Conseil franco-allemand ?

- LE PRESIDENT.- Il y a déjà une alliance commune. C'est déjà beaucoup, nous avons aussi comme je l'ai dit il y a un moment, un certain nombre d'accords particuliers de coopération militaire. Mais nous n'avons pas en effet d'organismes du type de celui qui a été créé avec l'Allemagne fédérale. Je ne veux pas improviser. Cela reste à discuter, enfin nous appartenons en commun à l'Europe occidentale.

- QUESTION.- N'avez-vous pas le sentiment d'une contradiction entre ce que vous appelez votre volonté de coopération et ceux qui trouvent un malin plaisir à vous recevoir en ordre dispersé ?

- LE PRESIDENT.- Je ne vous vois pas, je dois vous dire Monsieur Levaï, arrivant à douze chez Monsieur Gorbatchev pour l'instant.

- QUESTION.- Monsieur de Mita a parlé de plan Mitterrand ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez fort bien que l'unité politique de l'Europe reste à construire, arrivera un moment où cela sera possible.

- QUESTION.- En attendant, est-ce que cela n'est pas dangereux ?

- LE PRESIDENT.- En attendant, nous avons suffisamment de relations entre nous, Sommet franco-italien, Sommet franco-allemand, Sommet franco-espagnol, Sommet franco-britannique et aussi entre les autres pays, entre eux, je parle de ce que je connais et que je pratique. Les Sommets européens, il va y en avoir bientôt un à Rhodes, etc, etc. On a suffisamment l'occasion de se parler pour pouvoir harmoniser nos démarches. Mais la construction organique institutionnelle reste en effet à bâtir, c'est un objectif que partage les Italiens et les Français.\